

QUESTIONS SUR L'ACTUALITE

Questions sur l'actualité
30 mai 2012- 6h35, 7h35 et 8h35

Editorialiste : Dr Yves Ekoué AMAÏZO,
Radio Africa numéro 1



A retenir

- ✓ Le Groupe de Vincent Bolloré fait des bénéfices en Afrique
- ✓ Mais à quelle condition ?
- ✓ Les dirigeants africains ne défendent pas leur population, notamment en zones rurales
- ✓ L'exemple de Sierra Leone

Thème en gestation

- ◆ La dérégulation du capitalisme : impliquer les Africains ?
- ◆ L'Afrique s'urbanise : entre inégalité, insécurité et urbanisation anarchique
- ◆ Sans l'appui gouvernemental, des populations autochtones s'attaquent au Groupe Bolloré (2e partie)

Lâchées par leur gouvernement, des populations autochtones résistent à Bolloré (1^{ère} partie)

Le Groupe multinational du français Vincent Bolloré fait l'essentiel de son bénéfice en Afrique notamment dans les plantations de palmiers à huile et l'hévéa sur des pans entiers de territoires africains. Les dirigeants africains préfèrent servir les intérêts des investisseurs étrangers avant ceux de leurs populations. Dans trois des sociétés où le Groupe Bolloré détient la majorité en Afrique (Société financière /SocFin en Sierra Leone et au Cameroun et Socapalm au Cameroun) ont acquis par concession d'importantes terres arables en 2008. Mais les conditions de cessions restent obscures et l'impact sur l'environnement et les populations demeure un véritable problème dont se soucient peu les gouvernements qui ont attribué ces contrats dans la plus grande opacité.

Alors face à la trahison des dirigeants de ces pays vis-à-vis des populations autochtones qui se sentent complètement lésées, les chefs de villages, sur la base des valeurs ancestrales et grâce aux oracles « *positifs* » et une foi sans limite

----~+~+@+~+----

C'est en 2011 que le gouvernement de Sierra Leone a cédé plus de 6 500 hectares (ha) avec possibilité d'extension à 11 500 ha pour des plantations de palmiers à huile dans le sud du pays. En contrepartie, le Groupe Bolloré a promis de compenser les populations pour le manque à gagner lié à la perte de l'exploitation agricole, de construire des infrastructures et surtout de créer des emplois.

Le gouvernement sierra léonais a passé par pertes et profits les intérêts des populations autochtones, estimant qu'elles n'ont pas voix au chapitre. En réalité, c'est un problème récurrent chez les dirigeants africains qui estiment que la voix des populations en zone rurale n'est pas prépondérante. Souvent considérés comme pauvres et analphabètes par les « *Africains* » qui se croient « *lettrés* », les habitants des zones rurales africaines peinent à voir leurs intérêts pris en compte par le gouvernement central. Au mieux, on les laisse « *palabrer* » tout en organisant l'adhésion de leurs chefs par tous les moyens tant de corruption

en ce que le Dieu créateur et leurs ancêtres seront de leur côté, les chefs des ethnies Bagyeli du Cameroun composées essentiellement de pygmées, les chefs des ethnies Malen en Sierra Leone, et les ethnies Bunong du Cambodge ont décidé de se battre contre le géant Bolloré. Ce dernier est très actif dans 92 pays dont 43 en Afrique et présent dans les secteurs aussi diversifiés comme les produits hydrocarbures, le transport et la logistique, les opérations de manutention et de containers, et enfin le contrôle de plus de 13 ports africains. Oakland Institute, dont le Directeur politique, Frédéric Mousseau, a choisi de témoigner, ne fait pas dans le détail et produit un rapport accablant publié en avril 2012 où les populations locales s'organisent pour s'opposer au Groupe Bolloré afin de tenter de récupérer les terres de leurs ancêtres ou, à défaut, de renégocier les contrats léonins que leur gouvernement a signé en leur faisant miroiter des promesses non tenues.

classique que révolutionnaire.

Dès lors qu'ils y trouvent leur compte, ceci à très haut niveau, de nombreux gouvernements africains apparaissent comme de grands incrédules qui se font rouler dans la farine en accordant leur soutien à des multinationales qui obtiennent de nombreuses concessions en termes fiscaux. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre que les codes d'investissement, miniers, forestiers ou du travail, etc. ne sont que des passoires dès lors que des contrats parallèles peuvent être signés au profit des « *en-haut-d'en-haut* ». Alors comment résister seul contre tous ?

Les génies tutélaires africains et les « *ancêtres* » peuvent-ils intercéder devant la justice divine face au rouleau compresseur de groupes multinationaux bénéficiant de tant de concussions bienveillantes des autorités locales ? YEA.



Contact Africa1
+33 1 55 07 58 07/01
www.africa1.com

E-mail:

info@africa1.com
yeamaizo@amaizo.info

Questions sur l'actualité

La Grande Matinale
Lundi à Vendredi :
6h35, 7h35 et 8h35
et Podcast

Questions sur l'actualité

Une rubrique qui offre une réponse à
chaud des Africains aux Africains.

Cette chronique afrocentrique permet
d'apporter des éclairages originaux,
assurément différents de
l'occidentalo-centrisme ambiant.

Interdépendance africaine

www.amaizo.info

Rubrique
Chronique afrocentrique

[http://amaizo.info/category/
chronique-afrocentrique/](http://amaizo.info/category/chronique-afrocentrique/)